



## Table des matières

<b>1</b>	<b>OBJET DE L'ENQUETE.....</b>	<b>3</b>
1.1	Le contexte de l'enquête.....	3
1.2	La nature de la demande / L'objet de l'enquête :.....	3
1.3	Références légales et réglementaires des enquêtes parcellaires.....	4
<b>2</b>	<b>CONTENU DE L'ENQUETE.....</b>	<b>4</b>
<b>3</b>	<b>LA PREPARATION ET LE DEROULEMENT DE L'ENQUETE .....</b>	<b>5</b>
3.1	Préparation et publicité de l'enquête .....	5
3.2	Le dossier d'enquête.....	6
3.3	Déroulement de l'Enquête .....	6
3.4	Observations du public .....	7
<b>4</b>	<b>ANALYSE DU COMMISSAIRE ENQUETEUR.....</b>	<b>7</b>
4.1	Observations relevant des compétences de la Société CSNE : .....	8
4.2	Questions propres au Commissaire enquêteur à propos du domaine de PIMPRESZ : .....	8
4.3	Analyse générale du commissaire enquêteur.....	9
<b>5</b>	<b>AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR.....</b>	<b>11</b>

# 1 OBJET DE L'ENQUETE

## 1.1 Le contexte de l'enquête

Le Canal Seine Nord Europe (CSNE) est un projet européen pour le report modal vers le fluvial, résultant d'une décision d'exécution du 27 juin 2019 parue au Journal Officiel de l'Union Européenne.

La réalisation du CSNE a été confiée à un établissement public local, « la Société du Canal Seine Nord Europe » (SCSNE) créé en 2017, avec un financement du projet par :

- L'Europe,
- L'Etat Français,
- La Région Hauts de France
- Les Départements de la Somme, du Nord, du Pas de Calais et de l'Oise.

## 1.2 La nature de la demande / L'objet de l'enquête :

Afin de réaliser les travaux d'aménagement du Canal, la Société du Canal doit maîtriser le foncier et devenir propriétaire des terrains concernés par la réalisation du projet et les travaux connexes nécessaires ou des transferts de gestion pour les parcelles relevant du domaine public.

A la suite de la « Déclaration d'Utilité Publique » (DUP) intervenue en 2008, les procédures suivantes doivent être menées à bien, pour permettre à la Société du Canal Seine Nord Europe de s'assurer la maîtrise foncière des terrains concernés :

- Enquête parcellaire pour identifier les propriétaires et les parcelles concernées par le projet.
- Arrêté de cessibilité préfectoral identifiant les parcelles officiellement cessibles,
- Ordonnance d'expropriation pour les parcelles relevant du domaine privé,
- Convention de transfert de gestion pour les parcelles relevant du domaine public.

Dans le secteur 1 (CLAIROIX à PASSEL), toutes les parcelles ont fait l'objet :

- D'un transfert de propriété privée à la SCSNE suite aux arrêtés de cessibilité du 6/06/2020 et du 28/04/2022 et aux ordonnances d'expropriation du 7/09/2020 et du 16/09/2022 ;
- De transferts de gestion du domaine public à la SCSNE, avec une notification au fur et à mesure des besoins.

La SCSNE est juridiquement propriétaire de l'emprise du secteur 1, suite aux enquêtes N° 1 et N°2.

Cette enquête parcellaire fait suite aux enquêtes parcellaires précédentes sur le secteur 1, numéro 1 réalisée du 14 octobre au 14 novembre 2019 et numéro 2 réalisée du 3 au 21 janvier 2022 qui correspondaient à des emprises à maîtriser après études de niveau AVP.

L'enquête numéro 3, réalisée du 28 novembre 2022 au 13 décembre 2022, avait pour objectif d'opérer les rectifications nécessaires, suite à des confusions entre domanialité publique et privée pour un certain nombre de parcelles et à l'absence d'individualisation de ponts et du parking de Thourotte.

Cette quatrième enquête porte à la fois :

- Sur des régularisations foncières liées à des successions non réglées et
- Sur des nouveaux besoins pour la réalisation des travaux, suite à des études complémentaires.

Ces nouveaux besoins concernent notamment, l'acquisition du domaine de Pimprez de 42 ha (SCI des Ecazieux et propriété de Monsieur MARTINY).

### 1.3 Références légales et réglementaires des enquêtes parcellaires

L'objet, le contenu et les modalités d'organisation des enquêtes parcellaires sont définis dans les articles suivants

- Articles L.131-1 et R.131-1 et suivants du code de l'expropriation
- Article R.131-3 du code de l'expropriation pour cause d'Utilité Publique, au profit de l'Etat représenté par la Société Du Canal Seine Nord Europe, définissant le contenu du dossier de demande d'ouverture d'une enquête parcellaire adressé à la Préfecture du Département composé de la localisation des parcelles concernées ;

## 2 CONTENU DE L'ENQUETE

La présente enquête concerne 34 parcelles couvrant une superficie de 455 307 m<sup>2</sup> soit 45ha 53 a, dont 42 ha sont constituées par le domaine de Pimprez.

Ces 34 parcelles sont actuellement en propriété de 2 entités différentes : des propriétaires privés (32 parcelles) et la SNCF (2 parcelles).

L'ensemble de ces 34 parcelles sont réparties de la façon suivante sur les 6 communes concernées du secteur 1 :

Communes	Privés	SNCF	TOTAL	%
Chiry Ourscamps	10		10	29,4%
Longueuil Annel	1		1	2,9%
Montmacq	1		1	2,9%
Pimprez	14		14	41,2%
Ribécourt Dreslincourt	6	1	7	20,6%
Thourotte		1	1	2,9%
<b>Total général</b>	<b>32</b>	<b>2</b>	<b>34</b>	<b>100,0%</b>

  

Pourcentages	94,1%	5,9%	100,0%	100,0%
--------------	-------	------	--------	--------

En termes de superficies des emprises incluses dans l'enquête parcellaire n°4, la principale propriété concernée est constituée par celle de la SCI LES ECAZIEUX (Domaine de Pimprez) Cette propriété d'environ 43 ha est composée de 3 étangs de pêche à la carpe.

Cette acquisition de 43 ha constitue la principale opération de cette enquête et représente 94,4% de l'ensemble des superficies composant les 34 parcelles incluses dans cette enquête, représentant un total de 45 ha 53a.

Les deux besoins identifiés de la SCSNE sont les suivants :

- Comblement partiel des étangs pour limiter le nombre de dépôts définitifs,
- Mutualisation avec la réalisation d'un site de compensation environnementale (création de zones humides).

Les deux justifications mises en avant par la SCSNE dans sa réponse au PV de synthèses sont tout à fait cohérentes et pertinentes :

- ▶ Création de zones humides d'envergure sur les étangs existants et prairies adjacentes,
- ▶ Optimisation des flux de véhicules de déblais au regard de la proximité du chantier.

L'objectif d'acquisition de la totalité du Domaine de Pimprez par la SCSNE auprès de Monsieur MARINY est sur le point de recueillir l'accord amiable de M MARIGNY. Une cession partielle de ce domaine manquerait de cohérence vis-à-vis du gérant actuels, en rendant difficilement valorisable un espace amputé.

L'objectif de la SCSNE d'une acquisition par accord amiable est tout à fait adapté à la spécificité de ce site et aux incidences sur l'arrêt de son exploitation par le gérant actuel.

### **3 LA PREPARATION ET LE DEROULEMENT DE L'ENQUETE**

#### **3.1 Préparation et publicité de l'enquête**

L'enquête a été soigneusement préparée par la Société CSNE, avec notamment les deux réunions préparatoires, les

- Mercredi 19 avril 2023 à la préfecture de l'Oise à Beauvais consacrée à la préparation de l'enquête et
- Mercredi 24 mai 2023 à 9h00 au siège de la Société du Canal Seine Nord Europe à Compiègne, consacrée à la présentation du projet et aux justifications des extensions d'emprises prévues dans la présente enquête parcellaire.

La publicité a été assurée au moyen des deux dispositions prévues dans l'arrêté d'ouverture de l'enquête du 28 avril 2023 :

- Avis dans la presse locale (Le Courrier Picard) le 30/05/2023 (8 jours avant l'ouverture de l'enquête) et le 13/06/2023 (dans les 8 premiers jours de l'enquête) Voir annexe 4 ;
- Affichage dans les 14 mairies concernées 8 jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci. Cet affichage a été confirmé par les 14 certificats d'affichage des 14 communes concernées – Voir annexe 3 du rapport

L'ouverture de l'enquête a été notifiée aux 52 propriétaires concernés par courrier recommandé avec AR envoyés les 5 et 10 mai 2023. Cette notification a donné des résultats satisfaisants avec 29 retours des accusés de réception et 23 courriers non réclamés ou non réceptionnés. Un certain nombre de relances ont été effectuées auprès des propriétaires n'ayant pas réceptionné leur courrier.

Parmi ces 23 courriers, tous ont fait l'objet d'un affichage dans les mairies concernées.

### 3.2 Le dossier d'enquête

Le dossier d'enquête mis à disposition du public est composé des éléments suivants :

- L'état parcellaire des 34 parcelles concernées par l'enquête,
- Les plans parcellaires des 34 parcelles concernées,
- Note de présentation de l'enquête à l'intention des communes.

**Les plans parcellaires des terrains et bâtiments** établis par un géomètre-expert foncier, sur indication du maître d'ouvrage et en liaison avec le service du cadastre, fixent les limites et les nouvelles désignations cadastrales des parcelles issues de la division.

**Les états parcellaires** composés de la liste des propriétaires et des parcelles déterminées d'après les matrices cadastrales et des renseignements recueillis dans le service de la publicité foncière, les conservatoires des hypothèques ou par tous autres moyens.

Le dossier est conforme en nombre de pièces fournies.

Les plans parcellaires comportent une limite importante en l'absence du tracé du futur Canal SNE, permettant difficilement au public de comprendre les raisons pour lesquelles leurs parcelles sont impactées par le canal. L'emprise de la DUP figure bien sur ces plans parcellaires.

Les documents complémentaires fournis par la Société du CSNE au commissaire enquêteur ne sont pas à la même échelle que les plans parcellaires et ne sont pas inclus dans le dossier d'enquête publique et donc pas à la disposition du public.

Ces documents ont toutefois permis au Commissaire enquêteur de répondre aux questions du public lors de ses permanences.

### 3.3 Déroulement de l'Enquête

L'enquête s'est déroulée conformément aux dispositions légales et réglementaires en matière d'enquêtes parcellaires.

Cette enquête s'est déroulée pendant 17 jours consécutifs au siège de l'enquête en mairie de Ribécourt-Dreslincourt, du 26/06/2023 au 12/07/2023 conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 28 avril 2023.

Le public avait la possibilité de formuler ses observations sur les différents supports suivants :

- Sur les registres d'enquête présents dans les 6 communes concernées,
- Oralement auprès du commissaire enquêteur lors de sa permanence à Ribécourt-Dreslincourt du 30 juin 2023,
- Par courrier adressé au Commissaire enquêteur, dans l'une des 6 communes ; le maire étant invité à les joindre au registre d'enquête.

Le public avait la possibilité de consulter le dossier d'enquête complet dans la commune de Ribécourt-Dreslincourt où était organisée une permanence le 30/06/2023 et le dossier d'enquête de la seule commune concernée dans les 5 autres communes.

Le commissaire enquêteur s'est tenu à la disposition du public lors de sa permanence en mairie de Ribécourt-Dreslincourt le 30 juin 2023.

### **3.4 Observations du public**

Nous avons recueilli 6 observations dont

- 3 observations sur le registre d'enquête à l'occasion de la permanence du commissaire enquêteur à RIBECOURT-DRESLINCOURT
- 3 observations sur les registres de MONTMACQ, PIMPRESZ et THOUROTTE en dehors des permanences du Commissaire enquêteur.

Le commissaire enquêteur a, par ailleurs, enregistré 3 visites lors de sa permanence en Mairie de Ribécourt-Dreslincourt, le 30 juin 2023.

Par un message électronique en date du 26 juillet 2023, le commissaire enquêteur a adressé à la SCSNE un Procès-verbal de synthèse des observations reçues du public durant l'enquête.

La SCSNE m'a ensuite transmis le lundi 7 août 2023, son mémoire en réponse aux observations et questions posées dans le procès-verbal de synthèse.

## **4 ANALYSE DU COMMISSAIRE ENQUETEUR**

Les observations du public ont été regroupées selon les 2 catégories suivantes :

- Réponses aux observations du public relevant spécifiquement de la Société CSNE,
- Réponses aux propres observations du commissaire enquêteur.

Les 6 observations formulées par le public se répartissent de la façon suivante, en fonction des 5 thématiques abordées :

## RECAPITULATIF DES OBSERVATIONS

Thématique des observations	Nombre d'observations					Observations détaillées
	registre Ribécourt	registre Montmacq	registre Pimprez	registre Thourotte	TOTAL	
Libération d'une parcelle incluse dans le périmètre de la DUP - hors emprise du projet (PIMPRESZ)	1				1	3
Information sur l'inclusion d'une parcelle dans le périmètre du projet (CHIRY-OURSCAMPS)	1				1	3
Demandes d'informations sur le projet du CSNE (LONGUEUIL-ANNEL)	1				1	1
Opposition au projet / atteintes à l'environnement		1		1	2	2
Servitudes d'une propriété limitrophe avec le domaine des ECAZIEUX			1		1	1
<b>TOTAL</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>6</b>	<b>10</b>

### 4.1 Observations relevant des compétences de la Société CSNE :

6 observations relèvent de cette catégorie.

- Une observation relative à l'identité des propriétaires suite à un décès et à la création d'une indivision (Claude VERVIN à Chiry-Ourscamps),
- Une observation à propos de l'intégration potentielle d'une parcelle dans l'emprise du projet (Rémi BARSKI pour une parcelle localisée à Pimprez) et une autre à propos de l'intégration d'une parcelle suite au décès du propriétaire (Claude VERVIN à Chiry-Ourscamps),
- Une observation relative au maintien des servitudes au profit d'une habitation limitrophe avec le Domaine de la SCI des Ecazieux à Pimprez (Alain RICHARD à Pimprez),
- Une observation relative à des demandes d'information sur les impacts environnementaux du projet sur les espaces verts et le cadre écologique de Longueuil Annel (Catherine CHEVALLIER à Longueuil-Annel),
- Deux observations d'opposition au projet (projet inutile, atteintes à l'environnement, incidences sur la ressource en eau, impact sur l'activité de la SNCF et absence de prise en compte des avis des citoyens et des élus de la Communauté de communes des Deux vallées) (M et Mme PELLIEUX de Choisy-au-Bac).

Les réponses détaillées de la SCSNE figurent dans le mémoire en réponse en annexe 6.

L'analyse du commissaire enquêteur figure dans le paragraphe 4.3 suivant « Analyse générale du commissaire enquêteur ».

### 4.2 - Questions propres au Commissaire enquêteur à propos du domaine de PIMPRESZ :

**Le commissaire enquêteur a posé des questions concernant :**

Enquête parcellaire numéro 4 Secteur 1 CSNE  
Enquête publique du 26/06/2023 au 12/07/2023



- La surface du Domaine des Ecazieux strictement nécessaire à la Société du CSNE,
- Les superficies supplémentaires que le propriétaire est prêt à vendre à la SCSNE en cédant la totalité de son domaine,
- Le mode de gestion prévu par la société du CSNE pour la partie du domaine consacrée aux compensations environnementales.

Les réponses précises de la SCSNE sont reprises au paragraphe 1.4.3 L'objet de l'enquête/ pages 15 et 16 du rapport du commissaire enquêteur et synthétisées au paragraphe 2 ci-dessus / contenu de l'enquête.

**Les réponses apportées par la Société du CSNE sont globalement précises et complètes avec une prise en compte des demandes lorsque cela se justifie.**

### 4.3 -Analyse générale du commissaire enquêteur

En dehors des observations relatives à l'identification des propriétaires liées à la création d'indivisions suite à des décès, et de la justification des emprises du projet, les autres observations abordent des sujets ne relevant juridiquement pas des objectifs d'une enquête parcellaire. Elles ont, toutefois été analysées et traitées par le Commissaire enquêteur et ont fait l'objet de réponses de la Société du CSNE par souci de transparence et d'information des propriétaires concernés.

- **Composition du dossier d'enquête**

La principale observation du CE concerne la demande de faire apparaître le tracé du futur Canal SNE sur les plans parcellaires pour faciliter la compréhension des raisons de l'inclusion de leurs parcelles dans le périmètre du projet.

Le dossier lui-même est complet avec les extraits et plans parcellaires des 3' parcelles concernées.

- **Définition des parcelles incluses dans le périmètre de l'EP4 :**

L'analyse des 34 parcelles incluses dans cette enquête parcellaire N°4, effectuée par le commissaire enquêteur, a été validée par la SCSNE dans son mémoire en réponse aux observations et questions posées dans le PV de synthèse transmis par mail le lundi 7 août 2023.

En termes de superficies des emprises incluses dans l'enquête parcellaire n°4, la principale propriété concernée est constituée par celle de la SCI LES ECAZIEUX (Domaine de Pimprez) Cette propriété d'environ 43 ha est composée de 3 étangs de pêche à la carpe.

La double justification de cette acquisition par la SCSNE est tout à fait cohérente et pertinente :

- ▶ Création de zones humides d'envergure sur les étangs existants et prairies adjacentes,
- ▶ Optimisation des flux de véhicules de déblais au regard de la proximité du chantier.

Une acquisition par voie amiable, en cours de discussion avec le gérant -propriétaire, est tout à fait adaptée aux spécificités de ce site et à la situation du gérant.

- **Identification des propriétaires et des parcelles et justification des emprises du projet :**

**Observations relatives à l'identité des propriétaires :**

Les observations strictement limitées aux objectifs d'une enquête parcellaire sont celles relatives à l'identité des propriétaires qui ont été prises en compte par la Société CSNE.

Une observation concernant une nouvelle indivision à la suite du décès d'un propriétaire, a été formulée par Claude VERVIN, pour une parcelle localisée à Chiry-Ourscamps, incluse dans le périmètre du projet dans le cadre de l'EP1.

A l'occasion de la préparation du dossier d'enquête, la SCSNE a identifié des nouvelles indivisions suite aux décès de propriétaires :

- Louis MARIEZ pour des parcelles localisées à Chiry-Ourscamps,
- Jean MARIEZ pour une parcelle localisée à Chiry-Ourscamps,
- Marc VASQUEZ pour une parcelle localisée à Pimprez.

Ces décès sont à l'origine de l'ajout de 10 propriétaires supplémentaires suite à la création d'indivisions. Ces 10 propriétaires ont fait l'objet d'une notification de l'organisation de cette enquête.

**Intégration des parcelles dans l'emprise du projet :**

L'autre volet d'une enquête parcellaire concerne la délimitation des parcelles concernées et/ou l'intégration des parcelles dans l'emprise du projet qui ont fait l'objet de deux observations du public :

- Rémi BARSKI pour une parcelle localisée à Pimprez,
- Claude VERVIN pour une parcelle localisée à Chiry-Ourscamps.

La SCSNE a apporté des réponses à ces deux observations.

Dans sa réponse aux questions de M BARSKI, la SCSNE rappelle la règle sur le plan juridique dans la réponse à la question 2 et indique sur un plan pratique et opérationnel, la possibilité de considérer cette parcelle comme libre et hors de l'emprise CSNE, dans la réponse à la question3.

La SCSNE laisse donc la faculté et la liberté à la CC des deux Vallées d'apprécier la possibilité d'octroyer dès à présent ce permis de construire, sans trancher à la place de la CC2V.

- **Autres observations concernant la SCSNE :**

Une autre observation est relative au maintien des servitudes au profit d'une habitation limitrophe avec le Domaine de la SCI des Ecazieux.

En cas de rachat des biens appartenant à M. Martigny et grevés de servitude, la SCSNE procédera à un examen des conditions de maintien de ces servitudes.

Deux autres observations touchent à des sujets en dehors du champ de l'enquête :

- Catherine CHEVALLIER, habitante de Longueil Annel à propos des impacts environnementaux du projet sur les espaces verts et le cadre écologique de Longueil Annel.
- Brigitte et Hubert PELLIEUX de Choisy-au-Bacau travers de deux messages d'opposition au projet.

Bien qu'en dehors du champ de l'enquête, la SCSNE fera des réponses individuelles aux auteurs de ces deux observations.

Dans ses commentaires et avis, la SCSNE, a pris soin de répondre à chacune des remarques déposées, de manière individuelle. La SCSNE a, par ailleurs annoncé son intention d'effectuer des réponses personnalisées aux propriétaires ayant effectuées des observations.

Le projet ayant fait l'objet de trois décrets déclarant d'utilité Publique les travaux nécessaires à la réalisation du canal à grand gabarit Seine Nord Europe et de ses aménagements connexes, il est évident que l'opération présente concrètement un caractère d'intérêt public.

Hormis les observations de M et Mme PELLIEUX, les propriétaires étant intervenus au cours de cette enquête ne remettent pas en cause l'intérêt de l'opération, les observations formulées concernant les modalités de mise en œuvre des mutations foncières et des demandes d'information.

## 5 AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Après

- Avoir constaté que toutes les dispositions réglementaires avaient été respectées dans la mise en œuvre, la préparation et le déroulement de cette enquête prévues par le code de l'Expropriation,
- Avoir vérifié que les mesures d'information des propriétaires étaient conformes aux dispositions du Code de l'Expropriation,
- Avoir recueilli tous renseignements et explications techniques nécessaires auprès des responsables mandatés par le maître d'ouvrage, la SCSNE,
- Avoir pris connaissance des observations du public,
- Avoir analysé le mémoire en réponse du maître d'ouvrage en retour de mon Procès-Verbal de synthèse,

Je prends acte

- Que chaque propriétaire, concerné par cette enquête parcellaire, a reçu notification du projet et de l'organisation de cette enquête, par courrier recommandé avec AR,
- De la complétude du dossier d'enquête, conformément à l'article R.131-12 du Code de l'expropriation, prévoyant de joindre un extrait du plan parcellaire, un état parcellaire et une notice explicative à la notification,
- De l'identification et de la localisation précises sur le plan parcellaire et sur l'état parcellaire, avant le début de l'enquête, des propriétaires et des parcelles devant être acquises en direct par la SCSNE ou faire l'objet d'une mise à disposition anticipée dans le cadre de l'opération foncière d'aménagement ou faire l'objet d'un transfert de gestion pour les propriétés publiques,

- De la prise en compte par la SCSNE des deux indivisions créées suite aux décès intégrés dans le courant de cette enquête,
- Du mode d'acquisition envisagé par voie amiable de la principale propriété incluse dans cette enquête composée du Domaine de Pimprez (propriété de la SCI des Ecazieux et de M Martiny), adapté à la situation de cette entité,
- De l'absence de contestation des propriétaires à propos des parcelles concernées, de leurs superficies et de leur localisation, les observations formulées concernent les modalités de mise en œuvre des mutations foncières et des demandes d'information,
- De la limitation à deux avis défavorables à l'intérêt du projet de Canal SNE,
- De ce que les parcelles incluses dans le périmètre de cette enquête correspondent précisément à des besoins justifiés et nécessaires à la réalisation du projet,

**Sur la base des éléments rappelés dans le rapport et  
dans les conclusions ci-dessus,**

**J'émetts un avis favorable  
à la déclaration de cessibilité en vue de l'acquisition et de l'aménagement des terrains  
nécessaires à la réalisation du canal SNE sur le secteur 1 inclus dans cette enquête  
parcellaire numéro 4**

**Assorti des trois recommandations ci-dessous :**

**Recommandation 1 :**

Il est essentiel que la SCSNE réponde de façon directe et personnalisée aux propriétaires ayant formulé des observations au cours de cette enquête et prennent directement contact avec eux pour les demandes particulières le justifiant, en particulier lorsqu'elle s'est engagée à le faire.

**Recommandation 2 :**

Pour les prochaines enquêtes parcellaires complémentaires, proposer des plans parcellaires faisant apparaître le tracé du canal SNE.

**Recommandation 3 :**

Mettre effectivement en application les mesures indiquées dans le mémoire en réponse aux observations des propriétaires.

Le commissaire enquêteur  
Augustin FERTE

Samedi 12 août 2023



Rapport remis à Monsieur Pascal GUILLON, Chargée de mission DUP à la Direction des Collectivités locales et des élections de la Préfecture de l'Oise